

Covid-19 et les start-ups allemandes (mise à jour 08/2020)

Le gouvernement allemand a introduit une série de mesures d'aide pour les entreprises touchées par la crise sanitaire.

Les start-ups et les créateurs d'entreprises ont, eux aussi, théoriquement accès aux mesures réservées aux jeunes entreprises, c'est-à-dire à un fonds de liquidité Corona pour les grandes start-ups dont la valeur est évaluée à 50 millions d'euros ou plus.

Mais, en réalité, selon Alex von Frankenberg, le CEO du High Tech Gründerfonds (HTGF), ces conditions ne valent que pour un à deux pourcents des startups allemandes. Par ailleurs, le financement par le fonds d'intervention public KfW engage une responsabilité des startups à 100 %, risque que la plupart des jeunes entrepreneurs ne peuvent courir.

Les startups allemandes sont fort dépendantes de financements étrangers. Si la moyenne de participation de fonds étrangers dans les startups européennes est de 41 %, elle s'élève à 72 % en Allemagne, contre 37 % en France. En 2019, l'apport de capital international avait presque triplé principalement lors de financement en séries, dont les startups Get your Guide et N26 avaient été largement bénéficiaires (statistiques du Handelsblatt).

Or, la crise liée au Corona remet en question les engagements d'investisseurs Business Angels ou Venture Capitalists et rend les startups matures plus vulnérables, qui risquent de consommer leur capital d'amorçage.

Ainsi, le gouvernement a conçu le 1^{er} avril 2020 une série de mesures spécialement adaptées aux besoins des start-ups, qui diffèrent souvent de ceux des entreprises établies.

Cette série de mesures pour assurer les emplois et les innovations en Allemagne prévoit un budget de 2 milliards d'euros et comprend notamment les éléments suivants qui seront implémentés progressivement :

- Il est prévu que des aides publiques supplémentaires seront mises à la disposition d'investisseurs de capital-risque publics (fonds et fonds faitiers, p. ex. KfW Capital, Fonds européen d'investissement (FEI), HTGF, coparion) à court terme ; ces aides peuvent être utilisées pour des tours de financement de start-ups dans le cadre d'un co-investissement avec des investisseurs privés.
- Les fonds faitiers KfW Capital et Fonds européen d'investissement (FEI) devront recevoir des aides publiques supplémentaires pour être capable, à l'avenir, de reprendre des parts dans le cas d'un défaut d'investisseurs.
- Il est aussi prévu de faciliter aux petites entreprises et aux jeunes start-ups qui n'ont pas d'investisseurs de capital-risque parmi leurs associés de se financer par des modes de financement qui remplacent le financement par capital-risque et par capitaux propres.

Parallèlement à la mise en œuvre de cette série de mesures, le gouvernement allemand travaille sur la conception d'un fonds d'avenir (« Zukunftsfonds ») pour aider, à moyen terme, les start-ups à sortir de la crise. Le lancement de ce fonds de 10 milliards d'euros est prévu pour le troisième trimestre.

L'Association allemande des chambres de commerce et d'industrie voit aussi une nécessité d'action quant à la subvention de démarrage pour les chômeurs-créateurs d'entreprises. Cette subvention est une des mesures incitatives les plus importantes en Allemagne quant à la création d'entreprises, dont bénéficient chaque année environ 20 000 créateurs. L'Association demande que, pendant la période de crise, les délais d'exclusion soient suspendus et les périodes de subvention prolongées.

Berlin et la crise du Covid-19

Berlin continue d'être un bon emplacement pour des start-ups. Les start-ups berlinoises offrent 80 000 emplois et ont obtenu 60 % du capital investis en 2019 en Allemagne. Les trois quarts des start-ups berlinoises prévoient une expansion à l'étranger.

Cependant, la crise du Covid-19 aggrave la situation même pour les start-ups berlinoises : environ 78 % considèrent que la crise entrave leur activité et menace leur existence ; 15 % d'entre elles disent que leur activité est entravée, mais leur existence n'est pas menacée. Les start-ups indiquent les problèmes suivants :

- 72 % : revenus diminués à cause de reports d'achats dû à la crise
- 51 % : impossibilité d'organiser des réunions non-virtuelles
- 42 % : des financements de capital-risque supprimés

Selon le dernier baromètre des start-ups du cabinet de conseil en management EY, le volume d'investissement a baissé de près de la moitié à 1,1 milliard d'euros au cours des six premiers mois dans la capitale.

Les résultats du Berlin Startup Monitor 2020 montrent pourtant que la situation à Berlin est bonne :

- Les start-ups berlinoises obtiennent la plupart du capital-risque investi en Allemagne : 3,54 milliards d'euros en 2019, soit 60 % du total (2^e rang : Munich avec 1,4 milliards d'euros, 3^e : Rhénanie-du-Nord-Westphalie avec 0,27 milliards d'euros, 4^e : Hambourg avec 0,25 milliards d'euros). 13 des 20 plus grands tours de financement en 2019 ont eu lieu à Berlin, y inclus les tours pour les start-ups Adjust (<https://www.adjust.com/>) et Flixbus (<https://www.flixbus.de/>).
- Un tiers des start-ups berlinoises bénéficient de la participation d'un « capital-risqueur » (par rapport à 15 % dans les autres régions de l'Allemagne) et 40 % de l'investissement d'un Business Angel (par rapport à environ 20 % dans les autres régions de l'Allemagne). 70 % des start-ups berlinoises ont levé des capitaux externes (par rapport à 55 % en moyenne allemande).
- Dans 7 sur 10 start-ups interrogées, les employés détiennent des participations (par rapport à 53 % pour l'Allemagne entière).
- Les start-ups berlinoises sont plus grandes : elles emploient en moyenne 32,7 personnes, c'est-à-dire presque 20 personnes de plus que la moyenne allemande.
- Les modèles commerciaux les plus répandus à Berlin sont Software-as-a-Service (27 %), des plateformes en ligne et le développement de technologies. L'e-commerce ne s'élève qu'à 8 %.
- 35 % des Fintechs allemandes sont basées à Berlin, dont Trade Republic (<https://traderepublic.com>), N26 (<https://n26.com>) et Ratepay (<https://www.ratepay.com/>). La part des Fintechs basées à Francfort et à Hambourg s'élève seulement à environ 11 %.
- Presque 75 % des fondateurs berlinois considèrent l'écosystème start-up comme très bon ou bon (par rapport à 58 % en moyenne allemande).

Le rapport entier (en allemand) est disponible via le lien :

<https://deusthestartups.org/wp-content/uploads/2020/06/Berlin-Startup-Monitor-2020.pdf>

Programme d'aide pour les start-ups berlinoises

La ville de Berlin a mis en place un programme d'aide de 140 millions d'euros pour les start-ups qui ont été durement touchée par la crise Corona. Le projet est composé de fonds fédéraux et du Land Berlin: le gouvernement fédéral fournit 100 millions d'euros par l'intermédiaire du groupe bancaire public KfW. Cet argent provient des fonds d'un budget de deux milliards du gouvernement fédéral, qui sont spécifiquement

destinés aux start-ups et moyennes entreprises. C'est via la banque de développement Investitionsbank Berlin (IBB) que le Land Berlin met 40 millions d'euros supplémentaires à disposition. Des start-ups peuvent désormais recevoir jusqu'à 800 000 euros d'aide d'urgences en liquidités, à condition que les investisseurs privés (Business Angels, Family Offices et sociétés de capital-risque privées) participent avec au moins 20 % à l'aide. Quant aux fonds publics, le gouvernement fédéral assume le risque de défaillance à 70 %, le Land Berlin à 30 %.

Les contrats avec les start-ups doivent être conclus d'ici fin 2020 et devraient ensuite être disponibles d'ici l'automne 2021 au plus tard.

Les start-ups à Berlin, qui ne doivent pas avoir plus de sept ans et avoir acquis plus de 15 millions d'euros jusqu'à présent, ont le choix parmi les aides. Elles peuvent prendre des participations ouvertes et tacites ou contracter des prêts convertibles qui peuvent ensuite être convertis en participation. Dans quelques semaines, il devrait également y avoir la possibilité de faire une demande de capital subordonné.

Nos coordonnées :

Quentin DERZELLE, Economic and Commercial Attaché, Head of Digital Wallonia Hub Berlin

BELGISCHES HONORARKONSULAT

Wirtschaftsvertretungen für Wallonien und Brüssel
Maximiliansplatz 12 a
D-80333 München
Tel : +49 (0)89 3898920
munich@awex-wallonia.com